

AP n° 2025-APC-106-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Société TEREOS FRANCE
Site de CONNANTRE (51230 FERE-CHAMPENOISE)

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement ;
Vu la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 autorisant la société TEREOS FRANCE à exploiter une sucrerie sur le territoire de la commune de Connantre ;
Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2021-APC-083-IC du 2 juillet 2021 encadrant les activités d'épandage de la société TEREOS FRANCE sur les départements de la Marne et de l'Aube ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-010-IC du 26 janvier 2022 ;
Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie 2022-2027 ;
Vu le porter à connaissance de la société TEREOS FRANCE relatif au remplacement d'une cuve de substrats sucrés et à l'ajout d'un poste de chargement transmis aux services de l'inspection des installations classées le 13 février 2024 ;
Vu le porter à connaissance de la société TEREOS FRANCE relatif à l'extension du bassin des eaux condensées, de la fusion des bassins BR1 et BR2 ainsi que la réfection complète de la lagune n°2 transmis aux services de l'inspection des installations classées le 1er août 2024 ;
Vu le rapport et les propositions en date du 28 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 6 mai 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
Vu l'absence d'observations présentées par la société TEREOS sur le projet d'arrêté préfectoral.

Considérant que la société TEREOS FRANCE exploite, sur le territoire de la commune de CONNANTRE, des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées dites à autorisation ;

Considérant que la société TEREOS FRANCE a transmis, par courrier du 13 février 2024, un dossier de porter à connaissance relatif au remplacement d'une cuve de substrats sucrés et à l'ajout d'un poste de chargement ;

Considérant le porter à connaissance transmis, le 1er août 2024, par la société TEREOS FRANCE relatif à l'extension du bassin des eaux condensées, de la fusion des bassins BR1 et BR2 ainsi que la réfection complète de la lagune n°2 ;

Considérant que les modifications, objet des « porter à connaissance » mentionnés ci-dessus, ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications présentées dans ce cadre ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications ;

Considérant la prescription de l'article 4.4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 qui demande à l'exploitant un contrôle régulier des bassins afin de garantir leur intégrité et le volume utile ;

Considérant que, suite aux contrôles réalisés sur les bassins BR1, BR2 et la lagune n°2, l'exploitant a procédé aux travaux nécessaires sur les bassins BR1, BR2 et la lagune n°2 afin qu'ils retrouvent leur intégrité et leur volume utile ;

Considérant le chapitre I « Dispositions générales » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et notamment son article 2 qui précise que : « l'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :
utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage [...] » ;

Considérant l'orientation 4.3 du SDAGE du bassin Seine-Normandie 2022-2027 « adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau », avec notamment la disposition 4.3.3 « Réduire la consommation d'eau des entreprises » ;

Considérant que l'augmentation de la capacité de stockage à 320 000 m³ du bassin de stockage des eaux condensées pour la réutilisation dans le process permet à l'exploitant une substitution totale de la consommation d'eau de forage ;

Considérant l'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral cadre du 23 avril 2021 dispose que « durant une période de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant effectue des campagnes d'analyses des rejets des Fours à chaux sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux. Au-delà de cette période, sous réserve des résultats obtenus, l'exploitant peut demander la suppression de cette surveillance après accord de l'inspection des installations classées. » pour le conduit n°3 des fours à chaux après laveurs de gaz ;

Considérant que l'exploitant a demandé lors de ses bilans annuels de l'autosurveillance depuis 2023 à ce que cette surveillance soit supprimée ;

Considérant, qu'après plusieurs visites d'inspection en date des 17 novembre 2023, 8 novembre 2024 et 28 mars 2025, l'inspection a constaté la mise en œuvre d'actions ainsi que le retour à la conformité sur tous les paramètres mesurés en sortie du conduit n°3 ;

Considérant que l'inspection propose donc un arrêt de la surveillance sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux sur le conduit n°3 au vu des derniers résultats sous réserve de suivi d'indicateurs de dérive des installations ;

Considérant que le présent arrêté a pour objet de réviser les conditions d'exploitation du site et notamment les articles 3.2.4, 4.4.2.2, 9.8.2, 9.8.3 et 9.8.6 de l'arrêté préfectoral cadre du 23 avril 2021 consolidé du fait des modifications apportées par l'exploitant ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société TEREOS FRANCE située à CONNANTRE des dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant le pétitionnaire entendu.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Identification

Les conditions d'exploitation de l'installation de la société TEREOS FRANCE, dont le siège social se situe rue de Senlis à MOUSSY-LE-VIEUX (77230), autorisées par arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Connantre (51230), sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Article modifié : Dispositions constructives

L'article 9.8.2 de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 est modifié comme suit :

La phrase « Le réservoir est revêtu d'une peinture anti-corrosion. » est remplacée par « Le réservoir est revêtu d'une peinture anti-corrosion ou est constitué d'un matériau résistant à la corrosion. »

Article 3 : Article modifié : Réservoirs de stockage de substrats sucrés

Les dispositions de l'article 9.8.3 de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 sont abrogées et remplacées comme suit :

Réservoir concerné	Hauteur de virole en m	Diamètre en m	Volume en m³
Cuve T70	22	64	70 000
Cuve T10A	12,6	31,8	10 000
Cuve T10B	12,6	31,8	10 000
Cuve 57A	12,6	24	5 700
Cuve 57B	12,6	24	5 700
Cuve 57C	12,6	24	5 700
Cuve 57D	12,6	24	5 700
Cuve 57 E	12,6	24	5 700
Cuve 1000	9	12	1000
Cuve T65A	14,4	24	6 520
Cuve T65B	14,4	24	6 520
Cuve T60A	24	56,4	60 000
Cuve T60B	24	56,4	60 000

Article 4 : Article modifié : Prévention de la pollution du milieu naturel

Les dispositions de l'article 9.8.6 de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 sont abrogées et remplacées comme suit :

« Le réservoir T70 de 70 000 m³ est placé dans une cuvette de rétention spécifique conforme aux dispositions de l'article 8.5.2.

Les réservoirs T57 A,B,C,E et 1000 sont placés dans une cuvette de rétention spécifique conforme aux dispositions de l'article 8.5.2.

Dans le cadre du POI, une procédure est établie pour l'évacuation des produits déversés dans la cuvette de rétention.

La rétention des autres réservoirs définis à l'article 9.8.3 est assurée par la mise en rétention globale du site industriel. Pour ces réservoirs, l'exploitant a réalisé une analyse de leurs modes de rupture compte-tenu de leur mode de construction, des équipements associés, de l'éventuelle variabilité des produits qui y sont stockés, du plan d'inspection et de maintenance définit à l'article 9.8.4. ».

Article 5 : Prescriptions supprimées : Délai de mise en œuvre pour les installations

L'article 9.8.5 de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 est supprimé.

Article 6 : Article modifié : Bassins de stockage des effluents

Le tableau de l'article 4.4.2.2. "Dispositions spécifiques au site" de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 est modifié comme suit :

Désignation	Surface (ha)	Hauteur utile (m) avec revanche 1 m, sauf pour bassin eaux condensées (50 cm)	Volume utile (m³)
Bassin des eaux condensées	5,74	6,38	321 493
Bassin n°1	7,41	6,23	356 183
Bassin n°2	3,67	6,09	170 129
Lagune n°1	3,04	2,3	63 161
Lagune n°2	3,01	2,29	56 870
Lagune n°3	3,05	2,51	67 398
Lagune n°4	3,02	2,39	62 133
Bassin BR	1,9	2,4	34 605
Bassin de pompage	0,27	6,95	8 787
TOTAL	31.11	/	1 140 759

La phrase suivante est ajoutée sous le tableau de l'article 4.4.2.2. "Dispositions spécifiques au site" de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 ainsi modifié :

"La lagune n°2 ainsi que le bassin des eaux condensées sont équipés d'un réseau de drainage sous bassins avec un regard de visite pour assurer la détection de fuite ".

Article 7 : Article modifié : Bassins de stockage des effluents

Le paragraphe « Contrôle spécifique - Conduit n°3 Fours à Chaux A et B après laveur de gaz » de l'article 3.2.4. "Valeurs limites en concentration et en flux dans les rejets atmosphériques" de l'arrêté préfectoral n°2021-A-061-IC du 23 avril 2021 est modifié comme suit :

"La surveillance des dioxines/furanes (PCDD/PCDF) et des Métaux (Somme (Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V)) une fois par an est supprimée, sous réserve de la mise en place d'un plan de maintenance préventive des laveurs tenant compte du retour d'expérience ainsi que l'indicateur de dérive suivant : température (en°C) des gaz en sortie des laveurs des fours à chaux A et B.

En fonctionnement normal, la température des gaz en sortie laveur oscille entre 40°C et 55°C.

En cas de dérive, dès lors que la température en sortie laveur dépasse 65°C de moyenne journalière, l'exploitant :

- définit un plan d'actions pour résorber la dérive à court (campagne betteravière en cours) ou moyen terme (campagne betteravière suivante) ;
- réalise une mesure sur les paramètres dont la surveillance périodique est supprimée et repris dans le tableau ci-dessous au cours de la campagne betteravière en cours (sauf justification de l'impossibilité technique de la faire) ou a minima lors de la campagne betteravière suivante ;

Fours à chaux A et B après laveur à gaz	Concentration en ng/Nm³ ⁽¹⁾ ou mg/Nm³ ⁽²⁾	Flux horaire en campagne en mg/h	Flux annuel en g/an ⁽¹⁾ kg/an ⁽²⁾
PCDD/PCDF ⁽¹⁾	0,1	/	3,5
Métaux Somme (Sb, As, Pb, Cr, Co,	< 0,2	/	7

Cu, Mn, Ni, V) ⁽²⁾			
-------------------------------	--	--	--

- Le suivi de cet indicateur de dérive fait l'objet d'une synthèse dans le bilan annuel d'auto-surveillance des rejets atmosphériques requis à l'article 2.6.3.

Article 8 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 9 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Connantre qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société TEREOS – Rue de Senlis - 77230 MOUSSY-LE-VIEUX.

Le Maire de Connantre procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en

mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 04 JUIN 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU



